

DOSSIER DE PRESSE



**Visite officielle du
Premier ministre
Ousmane SONKO
au Maroc**

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMATURE

BIC-GOUV
BUREAU D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

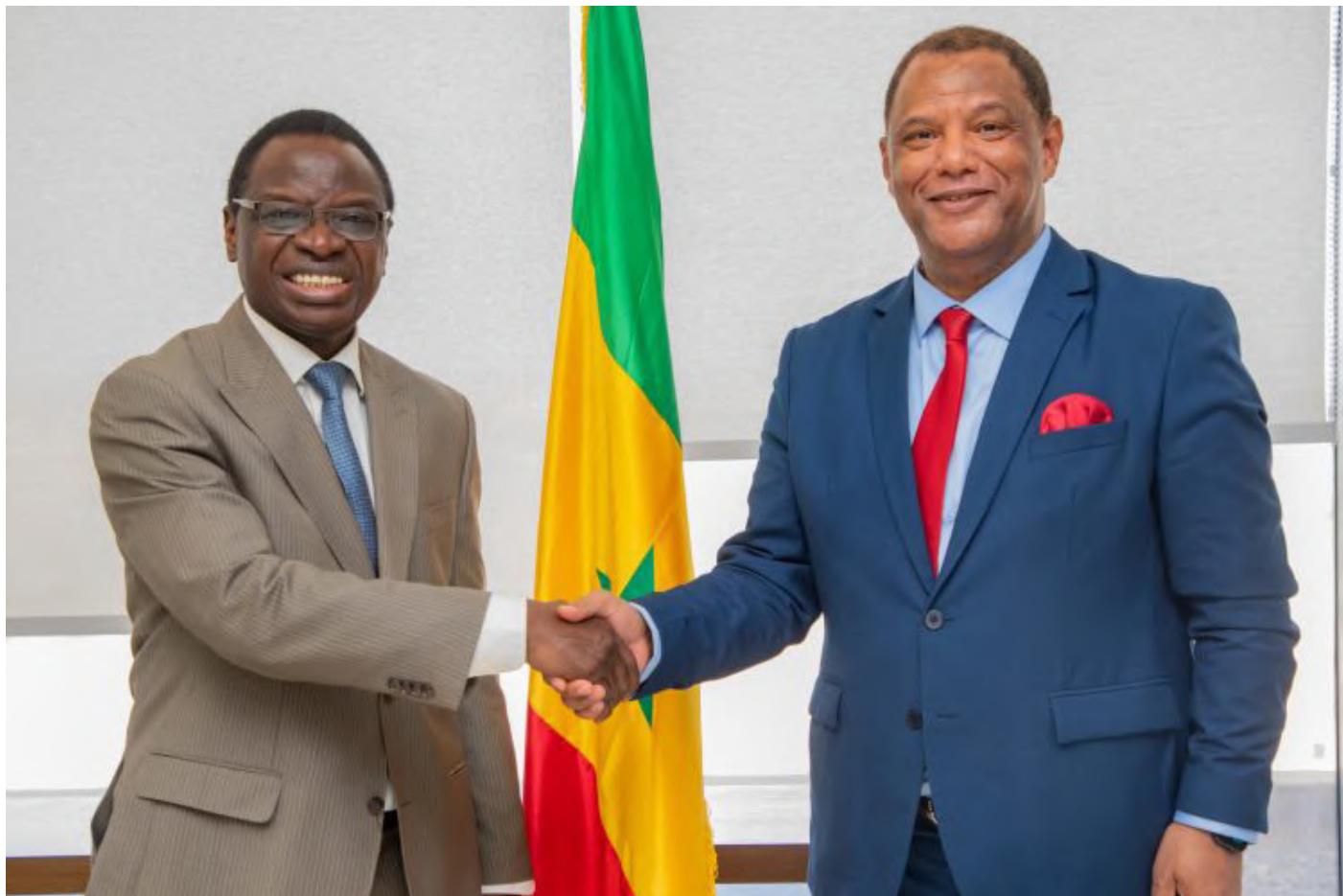




Le Premier ministre Ousmane SONKO effectue, les 26 et 27 janvier 2026, une visite officielle au Maroc, à l'occasion de la 15e Grande Commission mixte de coopération sénégalo-marocaine. Ce déplacement important s'inscrit dans le cadre du renforcement des liens historiques très forts et du partenariat stratégique entre Dakar et Rabat.

Le Sénégal et le Maroc entretiennent des relations à la fois solides et exemplaires. La vitalité de la coopération entre les deux pays frères s'illustre à travers plusieurs domaines, allant de l'économie aux finances, en passant par des secteurs aussi stratégiques que l'enseignement supérieur, la santé, la défense et la sécurité, l'agriculture, l'énergie, les mines, la pêche, l'hydraulique, l'habitat, la justice, entre autres.

COOPÉRATION ENTRE LE SÉNÉGAL ET LE MAROC



• **Coopération commerciale**

Les échanges commerciaux entre le Sénégal et le Maroc ont connu une progression soutenue au cours des dernières années. Ce qui dénote d'une consolidation des relations économiques bilatérales entre les deux pays. En 2024, les exportations (FOB) du Sénégal vers le Maroc sont estimées à 24,7 milliards FCFA, enregistrant une hausse significative de 26,2% par rapport à 2023 (19,6 milliards FCFA). Cette progression reflète principalement la performance de produits issus des secteurs halieutique et agroalimentaire, qui constituent l'essentiel de l'offre exportée vers le marché marocain.

Les principaux produits exportés par le Sénégal vers le Maroc sont :

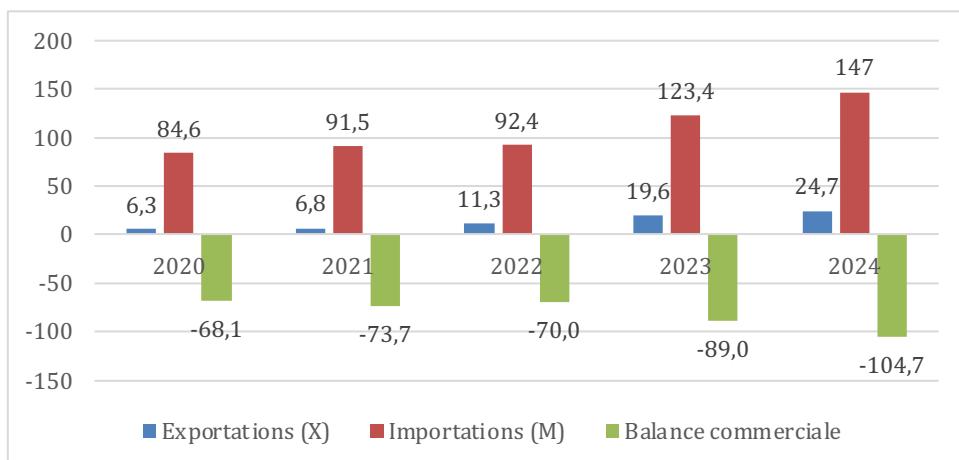
- les poissons frais et les conserves de thon et de sardine ;
- la pâte d'arachide ;
- la noix de coco ;
- la noix de cajou ;
- les produits horticoles, notamment les piments et les mangues.

Les importations (CAF) sénégalaises en provenance du Maroc se sont établies à 147,0 milliards FCFA en 2024, en hausse de 19,2% par rapport à 2023 (123,4 milliards FCFA), après une progression plus marquée de 33,6% entre 2022 et 2023. Elles sont dominées par des produits manufacturés et de consommation courante.

Les principaux produits importés par le Sénégal en provenance du Maroc comprennent :

- les pâtes alimentaires, le couscous et les pains préparés ;
- les détergents et les savons ;
- les produits de boulonnerie et de visserie ;
- les fruits et légumes, notamment les agrumes.

Graphique 1 : Echanges commerciaux entre le Sénégal et le Maroc (en milliards FCFA)



Source : ANSD

• **Les investissements directs étrangers (IDE)**

L'investissement direct étranger (IDE) entre le Sénégal et le Maroc se manifeste par des initiatives marocaines dans le secteur privé sénégalais et par des partenariats publics-privés visant à stimuler la production locale et à renforcer les chaînes de valeur. Le stock d'IDE marocains au Sénégal s'établit autour de 105 millions USD en 2016 et 2017, avant de progresser pour atteindre environ 116 millions USD en 2018 puis un sommet de près de 136 millions USD en 2019. Cette montée en puissance traduit un ancrage financier et stratégique croissant des groupes marocains au Sénégal, particulièrement dans les services financiers, l'immobilier, les télécommunications et les services aux entreprises.

• **Coopération économique et financière**

L'implantation de plus en plus affirmée d'entreprises marocaines au Sénégal, opérant dans des secteurs stratégiques tels que l'agroalimentaire, la pharmacie, l'énergie, les bâtiments et travaux publics (BTP), les mines, ainsi que les services, témoigne de la vitalité et du dynamisme de la coopération économique entre les deux pays. Cette dynamique est renforcée par la présence d'institutions bancaires marocaines de premier plan telles que la Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE), Attijariwafa Bank, la Banque centrale populaire (via Banque Atlantique). En plus des banques, des institutions marocaines sont présentes dans le secteur de la microfinance comme AMIFA et des Assurances avec Wafa assurance.

- **Coopération politique**



La relation entre le Sénégal et le Maroc repose sur des liens culturels et civilisationnels anciens, résultant d'un historique de contacts et d'échanges ayant favorisé la fraternité entre leurs peuples. En novembre 1960, peu après l'indépendance du Sénégal, les deux pays ont signé leur premier accord bilatéral portant sur l'établissement de relations diplomatiques. Depuis lors, de nombreux accords ont été conclus, établissant un cadre de coopération dense couvrant divers secteurs. L'axe Dakar-Rabat, au-delà des consultations et échanges sur des questions majeures, a connu un nouvel élan à travers les visites de Sa Majesté Mohammed VI à Dakar en 2013, 2015 et 2016. Au niveau multilatéral, le partenariat stratégique entre les deux pays se traduit par une convergence de vues sur les principaux dossiers internationaux et régionaux. Sur le plan bilatéral, il se manifeste par une coopération étroite et des consultations régulières, ainsi qu'une participation mutuelle aux sommets, forums et autres événements organisés dans chacun des pays. Des visites officielles et de travail sont également organisées régulièrement à différents niveaux. Le cadre juridique comprend plus de **130 accords** et près de **30 accords** sont en cours de négociation.

SECTEURS DE COOPÉRATION

La coopération entre le Sénégal et le Maroc touche divers secteurs importants :



- **Enseignement supérieur et formation professionnelle**, avec des offres réciproques de bourses et la présence d'étudiants dans les universités et instituts des deux pays.
- **Transport aérien**, avec la Royal Air Maroc qui opère quatorze (14) fréquences hebdomadaires, contre cinq (5) vols hebdomadaires pour Air Sénégal SA.
- **Energie**, avec l'Office national de l'électricité du Maroc (ONE) qui bénéficie de deux concessions d'électrification rurale couvrant les zones de Saint-Louis-Dagana-Podor et de Louga-Kébémer-Linguère.
- **Santé**, à travers des formations et des partages d'expériences. Il convient de noter aussi l'implantation, au Sénégal, d'une unité de fabrication de médicaments, « West Afric Pharma », filiale des laboratoires Sothema du Maroc.
- **Défenses et sécurité**, avec des offres de formation, des visites régulières de délégations et des partages d'expériences.

Le dynamisme de la coopération bilatérale entre le Sénégal et le Maroc s'observe également dans les secteurs de l'agriculture, des mines, de la pêche, de l'hydraulique, de l'habitat, de l'élevage, de la justice, etc.

PRÉSENTATION DU MAROC



Le Maroc est situé à l'extrême nord-ouest de l'Afrique, à la jonction de l'Atlantique et de la Méditerranée, face à l'Europe dont il est séparé par le détroit de Gibraltar. Son territoire se caractérise par une grande diversité géographique, allant des plaines littorales et des massifs du Rif et de l'Atlas aux zones sahariennes du sud. Cette diversité influence fortement la répartition de la population, les activités économiques et les contraintes de développement, notamment en matière de ressources en eau et d'adaptation au changement climatique.

Sur le plan démographique, le pays compte environ 36 millions d'habitants, majoritairement urbains, avec une concentration marquée le long de l'axe atlantique reliant Tanger, Rabat, Casablanca et Agadir. La population demeure relativement jeune, bien que le pays s'engage progressivement dans une transition démographique caractérisée par la baisse de la fécondité et l'allongement de l'espérance de vie.

Le Maroc est une monarchie constitutionnelle où le Roi occupe une place centrale. La Constitution de 2011 a renforcé les prérogatives du Gouvernement et du Parlement, élargi le champ des droits et libertés et reconnu la pluralité identitaire du pays, notamment par l'officialisation de la langue amazighe.



Le système institutionnel repose sur un Exécutif bicéphale, un Parlement bicaméral composé d'une Chambre des Représentants (395) élus pour cinq (5) ans au suffrage universel direct, et d'une Chambre des Conseillers (120) élus au suffrage indirect pour un mandat de 6 ans.

L'économie marocaine est diversifiée et relativement résiliente. Elle s'appuie sur une agriculture importante mais vulnérable aux aléas climatiques, une industrie qui monte en gamme, notamment dans l'automobile, l'aéronautique et les engrains, ainsi que sur un secteur des services dynamique. Les investissements dans les infrastructures et l'attractivité pour les IDE ont permis au pays de se positionner comme un hub régional, malgré des fragilités persistantes telles que le chômage des jeunes et les disparités territoriales.

Sur le plan géopolitique et diplomatique, le Maroc mène une politique extérieure active fondée sur la diversification de ses partenariats. Proche de l'Union européenne, il renforce également ses liens avec les États-Unis, les pays du Golfe et l'Afrique subsaharienne. Depuis son retour à l'Union africaine en 2017, il affirme son rôle économique et diplomatique sur le continent.

Tableau 1 : Indicateurs géographiques, démographiques et socioéconomiques

Capitale	Rabat
Superficie	710 850 km ² (Sahara occidental inclus)
Population (2024)	36 157 337 hts
Nature du régime	Monarchie constitutionnelle
Roi	Mouhamed VI
Chef du gouvernement	Aziz Akhannouch
Monnaie	Dirham marocain
Niveau de revenu	Revenu intermédiaire
IDH (PNUD, 2025)	0,71

Source : PNUD, Banque mondiale

ÉVOLUTIONS MACROÉCONOMIQUES RÉCENTES

Les perspectives économiques du Maroc en 2025 restent globalement favorables, bien qu'elles demeurent fortement dépendantes des conditions climatiques. La croissance est attendue à 4,6% en 2025 et 4,4% en 2026, portée en partie par le secteur agricole, qui représente 11% du PIB et près de 30% de l'emploi, mais reste vulnérable à la sécheresse. Les secteurs non agricoles continuent toutefois de soutenir l'activité, en particulier les services, avec un tourisme très dynamique : en 2024, les recettes ont progressé de 7,5%, sous l'effet d'une hausse de 20% des arrivées. L'industrie manufacturière orientée vers l'exportation, notamment l'automobile, l'aéronautique et le textile, ainsi que le secteur des phosphates et engrais, constituent également des moteurs importants de la croissance.

L'investissement demeure élevé, tiré par les projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables. La Loi de finances de 2025 a prévu 18,2 milliards de dirhams pour le réseau électrique et 14,2 milliards de dirhams pour l'agriculture, tandis que la modernisation des infrastructures de transport mobilise près de 9 milliards d'euros en vue de la Coupe du Monde 2030. La reconstruction post-séisme représente un effort estimé à 11 milliards d'euros sur cinq ans. La demande intérieure reste robuste, soutenue par les hausses de salaires publics, l'augmentation du SMIC, les aides sociales et les transferts de la diaspora, qui ont représenté environ 8% du PIB en 2023. Dans ce contexte, l'inflation demeure modérée, à 1,1% en 2025, avec une légère remontée attendue à 1,8% en 2026.

Sur le plan budgétaire, le déficit public s'est réduit à 3,9% du PIB en 2024 grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale et devrait s'établir à 3,8% en 2025 puis 3,4 % en 2026, se rapprochant de l'objectif de 3% du PIB. La poursuite de l'ajustement pourrait toutefois être freinée par la hausse des dépenses sociales et d'investissement. La dette publique devrait néanmoins reculer progressivement pour atteindre 67,2% du PIB en 2025 et 66,6% en 2026. S'agissant des équilibres extérieurs, ils restent marqués par un déficit commercial élevé, mais le déficit courant demeure contenu (1,2 % du PIB en 2024), financé par des entrées d'IDE dynamiques et des réserves de change confortables, qui couvrent environ 5,5 mois d'importations.

Tableau 2 : Indicateurs macroéconomiques clés

	2023	2024	2025 ('e)	2026 (p)
Croissance du PIB (%)	3,7	3,8	4,6	4,4
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,1	0,9	1,1	1,8
Solde budgétaire / PIB (%)	-4,4	-3,9	-3,8	-3,4
Solde courant / PIB (%)	-1	-1,2	-2,2	-2,5
Dette publique / PIB (%)	68,7	67,7	67,2	66,6

Source : COFACE

(e') : estimations ; (p) : prévisions

SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE

L'économie marocaine repose sur une structure relativement diversifiée, articulée autour de quelques secteurs clés.

L'agriculture demeure un pilier important, représentant environ 11 % du PIB et près de 30 % de l'emploi, même si sa forte dépendance aux précipitations en fait un facteur de volatilité de la croissance.

L'industrie manufacturière constitue un moteur croissant de l'économie, portée par des filières exportatrices à plus forte valeur ajoutée, notamment l'automobile, l'aéronautique et le textile, qui bénéficient de l'intégration du pays dans les chaînes de valeur mondiales.

Le secteur des phosphates et des engrains occupe une place stratégique, le Maroc disposant d'environ 70% des réserves mondiales, ce qui en fait une source majeure de devises et un levier d'influence économique.

Les services représentent le principal contributeur à la croissance, avec un rôle central du tourisme, mais aussi des services financiers, des télécommunications, du transport et de la logistique. Les investissements importants dans les infrastructures, en particulier autour du port de Tanger Med, renforcent le positionnement du Maroc comme hub régional entre l'Europe et l'Afrique.

Le secteur de l'énergie, notamment les énergies renouvelables comme le solaire, l'éolien et à terme l'hydrogène vert, gagne en importance dans une logique de souveraineté énergétique.

Le bâtiment et les travaux publics constituent un moteur de l'activité et de l'emploi, soutenus par les grands projets d'infrastructures, la reconstruction post-séisme et les préparatifs liés à la Coupe du Monde 2030.

